



Les dimensions de mesure déterminantes de l'impact de la responsabilité sociale des entreprises sur la performance économique : Une revue systématique de la littérature sur les variables de mesure

AIT ELHALOUI Leila¹, MOUSSANE Aboutayeb², TARBALOUTI Essaid³

¹AIT ELHALOUI Leila, (Doctorante en sciences économiques) Université Cadi Ayyad/
FSJES, Marrakech

²MOUSSANE Aboutayeb (Doctorant en sciences économiques) Université Cadi Ayyad/
FSJES, Marrakech

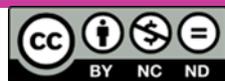
³TARBALOUTI Essaid, (enseignant-chercheur) Université Cadi Ayyad/ FSJES, Marrakech

Résumé : L'objectif de ce document repose sur une analyse approfondie de la relation entre la responsabilité sociale des entreprises (RSE) et la performance économique des entreprises (PE), basée sur des recherches antérieures. En adoptant une méthodologie rigoureuse et systématique, cette étude mène une analyse documentaire de 20 études, filtrant et recueillant un échantillon total de 127 observations. Les résultats de cette analyse mettent en lumière une dimension de mesure de la RSE qui englobe trois objectifs simultanés : la prospérité économique, la qualité environnementale et la justice sociale. Ces résultats précieux apportent une contribution significative à la compréhension de la RSE et de la durabilité des entreprises, enrichissant ainsi le corpus de connaissances dans ce domaine.

Mots-clés: Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE), Performance Economique (PE), dimensions de mesure, approche méthodologique systématique

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.10895718>

Published in: Volume 3 Issue 2



This work is licensed under a [Creative Commons Attribution-NonCommercial-NoDerivatives 4.0 International License](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/).

1. Introduction

Au centre du débat sur la responsabilité sociale des entreprises (RSE), se trouve l'idée que l'entreprise est un moteur de croissance qui devrait passer objectivement d'un état de servitude des intérêts privés à un état de servitude des intérêts généraux. Ce point de vue est devenu central dans la littérature économique sur la RSE et a donné un débat qui repose sur l'idée que l'entreprise est à la fois une entité qui doit assurer une responsabilité économique, sociale et environnementale. La RSE

actuelle est donc fondée sur une responsabilité plus grande du rôle des entreprises que dans le passé où son rôle était limité seulement à la création de la richesse matérielle.

Mais alors qu'une attention particulière a été accordée depuis une trentaine d'années à la RSE en tant que facteur de performance économique (PE), on sait très peu de choses sur les dimensions de mesure, en particulier sur les variables déterminantes de la relation entre la RSE et les PE des entreprises. Plusieurs chercheurs ont en effet souligné plusieurs déterminants sur le sujet. Parmi ces variables, on peut citer les pratiques de gouvernance, les droits de l'homme et la communauté, les questions relatives aux femmes et aux minorités, la responsabilité du fait des produits, les relations avec les employés, la protection de l'environnement (pollution), la consommation d'énergie et d'autres dimensions pertinentes pour les performances sociales des entreprises. Les variables de ces études jusqu'à nos jours restent dispersées. La nécessité de rassembler et classer ces mesures peut être un déterminant inestimable dans l'évaluation du rôle de la RSE sur la PE, compte tenu des informations précieuses qu'elles peuvent apporter aux palettes des chercheurs.

Il existe donc un certain niveau de curiosité académique concernant la détermination de l'ensemble des mesures de la RSE et de la PE à la lumière de la littérature existante. Dans leur étude des déterminants institutionnels de la RSE, Wood (1991) et Jones (1995), par exemple, soulignent l'importance de ces déterminants institutionnels en tant que variables essentielles dans la PE des entreprises. Ils avancent des arguments selon lesquels un comportement socialement responsable peut bénéficier à l'entreprise à long terme. Quelques études ont mis l'accent sur les différences institutionnelles telles que la conception, la mise en œuvre et l'évaluation du concept de RSE (Dahya et al., 1996 ; Grimm et Smith, 1991 ; Huang et Lien, 2012 ; Miller, 1991 ; Rechner et Dalton, 1991).

D'autres chercheurs considèrent l'importance des déterminants organisationnels implicites et explicites affectant la RSE, tels que la stratégie de gestion environnementale, la gestion des risques, la taille de l'entreprise et les décisions en matière de politique d'exportation (Eng et Mak, 2003; Fabrizi et al., 2014 ; Hambrick et Fukutomi, 1991). Il existe peu de littérature sur les caractéristiques individuelles des personnalités organisationnelles chargées de prendre des décisions stratégiques, y compris la divulgation de la RSE, comme l'a montré une étude de synthèse (Chau et Gray, 2010).

La littérature existante montre que le respect des responsabilités sociales peut non seulement renforcer la réputation et la conduite éthique des organisations, mais également leur procurer des avantages compétitifs tangibles. Ces avantages incluent de meilleures PE, une réputation améliorée, une main-d'œuvre plus motivée et une capacité accrue à attirer les talents. Toutefois, les recherches antérieures n'ont pas systématiquement pris en compte les déterminants institutionnels et organisationnels de la RSE, ni leurs manifestations dans les performances sociales. Par conséquent, une approche consolidée pour regrouper toutes les mesures de la RSE liées à la PE apporterait une valeur ajoutée significative à la compréhension de ce domaine.

La présente étude a pour but de contribuer à combler les lacunes de la littérature sur la responsabilité sociale des entreprises. Nous plongeons dans la relation théorique entre les actions de la RSE et la PE, en mettant en relief les différentes dimensions de mesure de la RSE. Une analyse approfondie de la littérature sur ces dimensions nous permettra d'appréhender au mieux leur impact sur la PE. Notre objectif essentiel consiste donc à examiner minutieusement la relation entre la RSE et la PE, en nous basant sur une gamme variée d'indicateurs économiques.

Nous nous concentrons spécifiquement sur les dimensions de mesure de la RSE afin d'identifier les relations de cause à effet et de fournir des variables clés quant à l'impact de la RSE sur la PE. Pour atteindre ce dessein, nous nous appuyons sur les résultats tirés d'un échantillon des travaux empiriques existants dans la littérature spécialisée. Cette approche vise à répondre de façon adéquate

aux questions légitimes concernant la détermination des dimensions de mesure et l'utilité de la RSE pour les entreprises dans leur quête de PE améliorées.

Actuellement, l'emploi de la méthode de recherche d'analyse documentaire pour fusionner, organiser et analyser les résultats de la recherche empirique existante sur la relation entre la RSE et les PE offre la possibilité de dépasser les limites inhérentes aux méthodes d'examen traditionnelles. En outre, cette approche permet de réduire les diverses déviations et de parvenir à des conclusions plus scientifiques, objectives, authentiques et universelles.

Par conséquent, cet article utilisera cette méthode pour résumer et commenter 20 publications empiriques indexées du point de vue de l'examen quantitatif, afin de révéler les dimensions de mesures, en particulier, les variables déterminants de la relation entre RSE et les PE des entreprises, de manière à mieux assumer les responsabilités et à obtenir des bénéfices pour les entreprises, afin de fournir des orientations et des références.

Le reste du document est structuré comme suit : dans la section suivante, nous présentons un bref résumé de la conceptualisation de la RSE et des PE, en mettant en évidence les théories utilisées. Les techniques utilisées dans la recherche seront ensuite discutées. La dernière section résumera les résultats obtenus et examinera en détail les principales dimensions permettant de mesurer l'impact de la RSE sur les PE. Nous concluons notre analyse en tirant des conclusions pertinentes sur le sujet.

2. Revue de littérature

Les définitions de la RSE se répartissent en deux grandes écoles de pensée : celles qui affirment que les entreprises ne sont obligées que de maximiser leurs profits dans les limites de la loi et de contraintes éthiques minimales (Friedman, 1970), et celles qui ont suggéré un éventail plus large d'obligations envers la société (Carroll, 1979; Epstein, 1987).

Depuis trois décennies, tant les universitaires que les praticiens ont poursuivi l'ardente quête d'une définition commune du concept de responsabilité sociale des entreprises (RSE). En 1960, Davis avançait l'idée que la responsabilité sociale renvoyait aux « décisions et actions prises par les entreprises pour des raisons dépassant, au moins partiellement, l'intérêt économique ou technique direct de l'entreprise ».

En 1971, le Comité pour le développement économique a proposé l'approche des « trois cercles concentriques » pour caractériser la RSE. En effet, la RSE a été définie comme « des actions et des politiques organisationnelles spécifiques au contexte qui tiennent compte des attentes des parties prenantes et du triple bilan économique, social et environnemental » (Carroll, 1979, 1999).

En effet, le terme RSE a été défini de diverses manières, allant de la perspective économique étroite de l'augmentation de la richesse des actionnaires (Friedman, 1970) aux aspects économiques, juridiques, éthiques et discrétionnaires de la responsabilité (Carroll, 1979), en passant par la bonne citoyenneté d'entreprise (Hemphill, 2004). Ces variations découlent en partie d'hypothèses fondamentales différentes sur ce qu'implique la RSE, allant de conceptions d'obligations juridiques et économiques minimales et de responsabilité envers les actionnaires à des responsabilités plus larges envers le système social plus vaste dans lequel une entreprise est intégrée.

Dans cette quête de définition, plusieurs chercheurs ont proposé des perspectives variées. Davis (1973) a défini la RSE comme la prise en compte par les entreprises de questions dépassant les strictes exigences économiques, techniques et juridiques, et leur réponse à ces questions pour obtenir des avantages sociaux en plus des gains économiques traditionnels.

Ce point de vue a été étayé par plusieurs études intégratives qui ont remis en question la proposition selon laquelle la RSE est à l'origine d'une plus grande performance économique. On trouve dans la littérature des évaluations qui s'inscrivent dans le cadre de la théorie instrumentale ou

normative des parties prenantes. La théorie instrumentale des parties prenantes part du principe que l'entreprise est un instrument de création de richesse et que la RSE est conçue comme un outil stratégique pour promouvoir les objectifs économiques (Garriga et Mele, 2004). Afin de comprendre la pertinence de certains niveaux et éléments institutionnels pour la responsabilité sociale et la gestion des parties prenantes, il convient tout d'abord de passer brièvement en revue les arguments classiques en faveur et à l'encontre de la responsabilité sociale. Les arguments en faveur de la responsabilité sociale reposent sur des logiques éthiques ou instrumentales, tandis que ceux qui s'y opposent sont fondés sur la fonction institutionnelle ou les droits de propriété (Jones, 1996).

Les arguments éthiques sont dérivés de principes religieux, de cadres philosophiques ou de normes sociales dominantes (Andrews, 1989). Fondamentalement, les éthiciens soutiennent que les entreprises sont obligées de se comporter de manière socialement responsable parce que c'est la chose à faire qui est moralement correcte. Les défenseurs de la responsabilité sociale fondés sur l'éthique soutiennent généralement un tel comportement, même dans les cas où il implique une dépense de ressources improductive pour l'organisation.

Les arguments instrumentaux en faveur de la responsabilité sociale reposent sur une sorte de calcul rationnel selon lequel un comportement socialement responsable profitera à l'entreprise individuelle et à l'entreprise dans son ensemble, du moins à long terme (Jones, 1995). En étant socialement responsables, les entreprises peuvent anticiper et décourager les réglementations gouvernementales, exploiter les opportunités découlant des niveaux croissants de sensibilisation culturelle, environnementale, et différencier leurs produits de ceux de leurs concurrents moins socialement responsables.

Les arguments contre la responsabilité sociale reposent sur les concepts de fonction institutionnelle et de droits de propriété. L'argument de la fonction institutionnelle contre la responsabilité sociale (Leavitt, 1958) se fonde sur le pluralisme parsonien classique (Parsons, 1952), supposant que d'autres institutions telles que le gouvernement, les églises, les syndicats et les organisations civiques existent pour remplir les types de fonctions requises par la responsabilité sociale. Un autre argument avancé dans cette perspective est que les dirigeants des grandes entreprises n'ont ni les compétences ni le temps de mettre en œuvre des politiques publiques.

Un dernier argument est qu'une direction habilitée n'aurait pas à rendre compte de ses actions, contrairement aux hommes politiques démocratiquement élus. Permettre ou encourager la direction à étendre son rôle institutionnel selon les principes de la responsabilité sociale est dangereux en ce qu'il attribue une autorité considérable sans obligation de rendre des comptes.

L'argument des droits de propriété contre la responsabilité sociale (Friedman, 1962) trouve ses racines dans le capitalisme classique et continue d'être influent en raison de sa simplicité et de sa résonance avec les points de vue de nombreux acteurs du monde des affaires. Cette perspective soutient que la direction n'a pas le droit de faire autre chose que d'agir de manière à accroître la valeur actionnariale. Agir autrement constitue une violation des responsabilités légales, morales et fiduciaires de la direction. La vague de rachats d'entreprises par effet de levier qui a déferlé sur le secteur des entreprises au cours des années 1980 témoigne de la persistance de ce point de vue. La raison d'être de ces transactions était la primauté des droits des actionnaires sur ceux des autres parties prenantes, et le devoir correspondant de la direction de maximiser les performances économiques (DuBoff, 1989).

La conception de la RSE selon Carroll (1991) et Wood (1991) intègre une approche des parties prenantes, où toute entité potentiellement affectée par les activités commerciales des organisations - incluant les employés, les clients, les actionnaires, l'environnement, la société et les investisseurs - est considérée comme une partie prenante. Selon cette perspective, les organisations doivent tenir compte des intérêts des parties prenantes traditionnelles, sociétales et environnementales.

Les parties prenantes peuvent être succinctement définies comme des entités ayant un impact sur une organisation ou étant affectées par elle (Freeman, 1984).

Cependant, les chercheurs n'ont pas toujours fait de distinction claire entre la nature et la source des responsabilités des entreprises, les méthodes utilisées pour les assumer, et les résultats de ces efforts. Carroll (1979) a initié cette démarche, prolongée par Wartick et Cochran (1985), mais Wood (1991) l'a approfondie en utilisant un cadre systémique de base. Wood a organisé la littérature en principes structurels de responsabilité, distinguant les intrants, les processus de réactivité sociale comme extrants, et enfin les extrants et résultats. Selon Wood (1991), la réactivité constitue une dimension d'action nécessaire pour compléter la composante normative et motivationnelle de la responsabilité sociale. Cette réactivité est conceptualisée comme comprenant trois facettes - l'évaluation de l'environnement, la gestion des parties prenantes et la gestion des problèmes - qui sont étroitement liées entre elles.

Jamali et Mirshak (2007) ont tenté de combiner les cadres de Carroll et de Wood pour examiner les pratiques de RSE des entreprises libanaises en matière de performance. Leurs résultats ont montré que les dirigeants interrogés accordent une importance particulière à la philanthropie comme indicateur de performance de la RSE, correspondant davantage au modèle de Carroll qu'à celui de Wood. Cette constatation n'est pas surprenante, étant donné que Wood soutient que le modèle de Carroll reflète mieux la façon dont les dirigeants conçoivent réellement la RSE et sa performance.

Dans ce cadre, il est crucial de prendre en considération les intérêts de toutes les parties prenantes, comme le souligne Hawkins (2006), et non pas seulement ceux d'un groupe restreint. Les entreprises adoptent ainsi la RSE comme un outil stratégique visant à favoriser des perceptions positives parmi les parties prenantes. En d'autres termes, la RSE vise à éviter que les activités jugées non durables par certaines parties prenantes n'affectent négativement leur perception de l'entreprise (Palazzo et Richter, 2005 ; Yoon et al., 2006). On s'attend, dès lors, à ce que la prise en compte des intérêts des parties prenantes soit corrélée à des PE positives (Tarmuji et al., 2016).

Cependant, malgré de nombreuses études sur le sujet, la relation entre la RSE et les PE demeure sujette à débat (Revelli et Viviani, 2015). La réussite des entreprises repose sur leur capacité à intégrer les préoccupations de toutes les parties prenantes (Donaldson et Preston, 1995). Ces parties prenantes et leurs perceptions jouent un rôle crucial dans la corrélation entre les performances en RSE et leurs PE (Barnett, 2007).

Quant aux certaines études ont mis en lumière une corrélation positive entre ces deux aspects (Epstien et Schnietz, 2002), tandis que d'autres ont souligné une relation négative (Wagner et al., 2002). Les parties prenantes accordent également une grande importance aux pratiques sociales des entreprises, telles que les initiatives en faveur des droits des employés, la formation et les préoccupations liées à la clientèle (Rhouma et al., 2012).

Les pratiques de gouvernance d'une entreprise peuvent également influencer les perceptions et les comportements des parties prenantes, ce qui, à son tour, peut impacter ses performances économiques (Gill, 2008). Les dirigeants sont souvent motivés à investir dans des activités de RSE pour préserver et renforcer la réputation de leur entreprise (Barnea et Rubin, 2010), et ce, dans le but d'accroître la sympathie des parties prenantes et d'améliorer les performances économiques (Cespa et Cestone, 2007). Plus précisément, la gouvernance d'entreprise est reconnue pour son incidence sur les résultats financiers et non financiers (Klettner et al., 2014).

Un des arguments avancés par cette littérature empirique soutient que l'investissement dans ces pratiques sociales peut procurer divers avantages économiques, comme en témoignent plusieurs études (Gao et Bansal, 2013). Par exemple, les investissements dans la gestion des ressources humaines peuvent se traduire par des avantages tangibles pour les employés (Turban et Greening,

1997). De plus, ces pratiques sociales peuvent être utilisées comme des outils de marketing pour stimuler la demande des produits et services de l'entreprise (Fombrun, 2005), tout en améliorant sa réputation et la satisfaction des actionnaires (Dhaliwal et al., 2011).

Porter et Kramer (2002) argumentent que les entreprises peuvent obtenir un avantage concurrentiel en s'engageant dans des initiatives humanitaires alignées avec des causes où les intérêts économiques convergent avec les bénéfices sociaux. Parallèlement, des discussions se concentrent sur l'impact des critères environnementaux et sociaux sur les performances des entreprises, soulignant la possibilité d'équilibrer judicieusement les coûts et les bénéfices. Selon la théorie des parties prenantes (Freeman, 1984), l'attention portée aux attentes des parties prenantes peut favoriser les performances financières, tandis que l'hypothèse de Porter établit une corrélation entre l'amélioration des performances environnementales et économiques (Porter, 1991). En contraste, Friedman (1970) avance que l'intégration de ces critères dans la gestion entraîne des coûts supplémentaires et nuit aux performances économiques de l'entreprise.

3. Approche méthodologique

Cette étude se penche sur les caractéristiques de la dimension de mesure de la RSE publiées en économie. L'objectif est de tirer des conclusions sur les pratiques liées à la RSE dans son ensemble et leur impact spécifique sur la PE des entreprises. Un recensement des analyses documentaires sur la RSE se caractérise par l'hétérogénéité des données collectées, des modèles d'étude, des approches théoriques et des techniques d'analyse. Les analyses documentaires sont devenues une méthode de recherche pertinente pour les universitaires, les praticiens et les régulateurs cherchant à approfondir leurs connaissances sur un sujet de recherche complexe (Webster et Watson 2002).

Pour les chercheurs, une analyse documentaire devrait créer de nouvelles connaissances sur la RSE en utilisant les articles scientifiques existantes qui couvrent le sujet sélectionné. Elle doit également contribuer au développement de la théorie et peut combler les lacunes de la recherche, révélant des recommandations de recherche précises. Pour les praticiens, une analyse documentaire fournit des informations et des perspectives utiles sur les développements organisationnels efficaces pour les stratégies commerciales futures et des orientations pour l'élaboration et la mise en œuvre des politiques. Étant donné que de nombreux régulateurs discutent actuellement de réglementations plus strictes sur la RSE, la gouvernance d'entreprise durable et la finance durable, notre analyse documentaire devrait guider les organismes de réglementation sur ces questions.

Nous proposons une analyse documentaire rigoureuse, conforme à nos bases théoriques et à notre cadre de recherche. Nous mettons l'accent principalement sur nos critères de recherche clés, à savoir les mots-clés tels que RSE, dimensions de mesure et PE des entreprises. Cette analyse englobe les déterminants de la RSE liés à la PE des entreprises, l'impact de la RSE sur la PE et les dimensions de mesure de la RSE. Pour ce faire, nous avons sélectionné des articles scientifiques issus de différentes revues référencées sur Google Scholar afin d'identifier les dimensions de mesure de la PE et de la RSE. De plus, nous avons adopté une méthodologie d'évaluation des articles ayant étudié la relation entre la RSE et la PE, en nous basant sur des dimensions spécifiques. Cela nous a permis de combiner les effets de différents indices de mesure et de comparer les résultats des différentes études mobilisées jusqu'à présent. La figure 1 de notre modèle conceptuel de la relation entre la RSE et la performance économique des entreprises résume nos principaux résultats, et les tableaux 2, 3 et 4 donnent un aperçu détaillé de notre analyse documentaire incluse sur les dimensions de mesures de la RSE et la performance des entreprises.

Tableau 1: Nombre d'articles publiés cités

Publication	Journal
1	Journal of productivity analysis
7	Cairn info
6	Elsevier
1	Revue de l'organisation responsable
1	Accounting Organizations and Society
1	Advances in Economics, Business and Management Research
1	Corporate Ownership & Control
1	Europe an Business Review
1	Department of Economics

Source: Auteur

Table 3 : Analyse des articles par contenu

Auteurs	Contenu des articles
Balabanis, G., Phillips, H. C., et Lyall, J. (1998)	Corporate social responsibility and economic performance in the top British companies: are they linked?
Basuony, M. A., Elseidi, R. I., et Mohamed, E. K. (2014)	The impact of corporate social responsibility on firm performance: Evidence form a MENA country
Belu, C., et Manescu, C. (2013)	Strategic corporate social responsibility and economic performance
Berger-Douce, S. (2008)	Rentabilité et pratiques de RSE en milieu PME premiers résultats d'une étude française
Blasi, S., Caporin, M., et Fontini, F. (2018)	A multidimensional analysis of the relationship between corporate social responsibility and firms' economic performance
Cardebat, J. M., & Sirven, N. (2008)	Responsabilité sociale des entreprises et performance : un point de vue économique
Cheffi, W., Malesios, C., Abdel-Maksoud, A., Abdennadher, S., et Dey, P. (2021).	Corporate social responsibility antecedents and practices as a path to enhance organizational performance: The case of small and medium sized enterprises in an emerging economy country.
Eriandani, R. (2020)	The Economic Impact of Corporate Social Responsibility
Frimousse, S., & Peretti, J. M. (2015).	Regards croisés sur Engagement RSE & performance
Herremans, I. M., Akathaporn, P., et McInnes, M. (1993)	An investigation of corporate social responsibility reputation and economic performance
Hollandts, X., et Valiorgue, B. (2011)	La RSE comme processus entrepreneurial de conversion de valeurs sociales en valeur marchande : un examen empirique du lien entre engagements sociétaux et performance économique des entreprises françaises cotées entre 1999 et 2009.
Lech, A. (2013)	Corporate social responsibility and financial performance. Theoretical and empirical aspects
Paul et Siegel (2006)	Corporate social responsibility and economic performance
Saulquin, J. Y., & Schier, G. (2007)	Responsabilité sociale des entreprises et performance : Complémentarité ou substituabilité ?
Sila, I., et Cek, K. (2017)	The impact of environmental, social and governance dimensions of corporate social responsibility on economic performance: Australian evidence
Temri, L., Giordano, G., et Kessari, M. E. (2015)	Innovation et responsabilité sociale des entreprises (RSE) dans les entreprises agroalimentaires du Languedoc-Roussillon : le rôle de la performance économique

Tomšič, N., Bojnec, Š. et Simčič, B. (2015)	Corporate sustainability and economic performance in small and medium sized enterprises
---	---

Source: Auteur

Dans notre choix d'articles, nous avons considéré la RSE comme un concept multidimensionnel de second ordre comprenant trois dimensions : économique, sociale et environnementale. En particulier, nous avons privilégié les publications avec un triple bilan contenant des informations économiques, sociales et environnementales, avec une philosophie de reporting basée sur la durabilité, comprenant trois objectifs simultanés : la prospérité économique, la qualité de l'environnement et la justice sociale. Les tableaux 2, 3 et 4 donnent un aperçu des articles par année de publication, revue, contenu et variables de mesures de la RSE.

Selon le tableau 3, nous constatons une activité de recherche accrue au cours des dernières années (2021-1993) et une discipline de recherche relativement jeune (première étude en 1993). De plus, selon le tableau 2, la plupart des analyses documentaires de notre revue ont été publiées dans des revues indexées, telles que Elsevier, Cairn Info, Advances in Economics, Business and Management Research, Revue de l'organisation responsable, Journal of Productivity Analysis ou Accounting Organizations and Society. Les revues d'économie sont également incluses dans une plus large mesure.

Parmi les 127 articles examinés, 20 ont été sélectionnés pour une analyse approfondie portant sur la relation entre la RSE et la PE des entreprises. La plupart des analyses documentaires se concentrent sur les implications de la RSE, notamment sur l'incidence de la performance en matière de RSE sur la PE. Ces 20 articles ont également révélé que 90 % d'entre eux ont abouti aux mêmes conclusions. Le tableau 4 met en évidence que la performance en matière de RSE constitue le déterminant le plus significatif des mesures de la RSE incluses dans les analyses des articles précédents.

4. Principaux résultats de l'analyse documentaires

Notre analyse documentaire sur les dimensions des mesures de la RSE et leurs conséquences sur la PE révèle que les pratiques liées aux dimensions économiques, sociales, et environnementales ont un impact positif sur la PE des entreprises. Ces résultats confirment l'hypothèse selon laquelle l'adoption de mesures de RSE dans tous les aspects - social, économique, et environnemental - exerce une influence positive sur la PE de l'entreprise.

Les facteurs mêmes qui peuvent expliquer la relation entre la RSE et la PE des entreprises sont essentiels à explorer en profondeur. Ces éléments peuvent orienter vers la mise en œuvre de méthodes économétriques plus efficaces, spécifiquement adaptées aux cas d'entreprise en matière de RSE. Parmi les articles utilisés pour cette étude, la majorité ont été publiés entre 2006 et 2021, avec près de la moitié étant publiés entre 2015 et 2021. Au cours de l'analyse, il est apparu que les facteurs déterminants de la RSE pouvaient être regroupés en trois caractéristiques -dimension économique, dimension sociale et dimension environnementale-. Bien que la plupart des articles étudiés aient pris en compte les mêmes facteurs de mesure de la RSE dans leur recherche, il reste crucial d'examiner de manière approfondie la manière dont ces dimensions interagissent avec la performance économique des entreprises.

Une discussion aussi superficielle limite la base théorique nécessaire à l'utilisation du modèle pour certains types d'études empiriques et à des fins d'enseignement. Les domaines économique, juridique et éthique vont maintenant être développés.

Sur le plan économique, comme l'a souligné Carroll (1991), le domaine économique de la RSE vise à afficher des performances permettant de maximiser le bénéfice par action, d'être aussi rentable

que possible, de maintenir une position concurrentielle forte et un niveau élevé d'efficacité opérationnelle. Toutefois, cette définition pourrait ne pas prendre en compte certaines activités économiques essentielles. Les études de notre échantillon soutiennent que ces indicateurs doivent fournir des informations sur l'impact économique de l'entreprise sur la communauté où elle opère. Conformément aux objectifs de la recherche, plusieurs éléments ont été pris en compte, notamment les dépenses de personnel, les achats, les dons monétaires à la communauté, les impôts payés, ainsi que les réserves et provisions.

Sur le plan social, les dimensions de mesure sociale visent à démontrer l'engagement social de l'organisation envers différents aspects, en particulier la responsabilité juridique, telle que l'obéissance ou le respect de la loi. La responsabilité juridique est décrite comme incarnant une vision de l'éthique codifiée, dans la mesure où la loi représente les notions fondamentales d'équité telles qu'elles sont établies par nos législateurs (Carroll, 1979). Il est souligné qu'il incombe aux entreprises de se conformer à ces lois. Une analyse plus approfondie du système juridique et de son influence sur les activités des entreprises révèle un éventail beaucoup plus large d'activités régies par la loi qui méritent d'être discutées. Par exemple, la légalité peut être divisée en trois catégories générales : la conformité, la prévention des litiges civils et l'anticipation de la loi. Chacune de ces catégories sera examinée plus en détail dans la présentation du nouveau modèle.

De plus, le domaine éthique de la RSE englobe les activités qui se fondent sur leur adhésion à un ensemble de normes ou principes éthiques ou moraux. Le domaine éthique de la RSE comme toutes les activités ou pratiques qui sont attendues ou interdites par les membres de la société bien qu'elles ne soient pas codifiées dans la loi Carroll (1991). Ce sont des responsabilités qui incarnent les normes, les attentes et les préoccupations de consommateurs, d'employés, d'actionnaires et de la communauté en matière de justice, d'équité ou de respect et de protection des droits moraux des parties prenantes.

Notre analyse a également montré que les performances en matière de RSE et d'environnement conduisent toutes deux à une augmentation des performances des entreprises. Divers travaux soutiennent que les valeurs et les attitudes des propriétaires gestionnaires sont déterminantes dans l'adoption de bonnes pratiques environnementales. Plus précisément, les auteurs de ces articles affirment qu'au cours des dernières années, il a été constaté un changement dans la tentative de résoudre certains problèmes environnementaux.

Ils signalent une augmentation des pratiques de recyclage, d'économie d'énergie, et d'achat responsable au sein des entreprises. En outre, ces travaux soulignent que les entreprises de différentes tailles perçoivent la gestion environnementale comme une opportunité pour leurs activités commerciales et comme une source d'avantage concurrentiel. Pour leurs mesures de la dimension environnementale, elles utilisent principalement des éléments correspondant à la consommation d'énergie, à l'utilisation de matériaux recyclés, au recyclage des produits par l'entreprise, ainsi qu'à la mise en œuvre d'initiatives environnementales.

Plus surprenant encore, lorsque des économies d'échelle existent, les grandes entreprises auront des coûts moyens inférieurs à ceux des petites entreprises pour fournir des attributs de RSE. Cela implique qu'il peut y avoir des différences dans le rendement des entreprises au sein des industries. Par conséquent, dans les industries où les caractéristiques de la RSE sont fournies (parce que le produit/service peut être différencié), les grandes entreprises fourniront davantage de caractéristiques de la RSE.

Tableau 2 : l'analyse documentaire est regroupée par des dimensions de mesures

Dimensions de mesures de la RSE et PE	Variable de mesures
Dimension économique	Fidélité des clients/ fidélité des actionnaires Mesures de la performance : Mesures des bénéfiques/ maximiser les profits/ minimiser les coûts d'exploitation, Satisfaction des employés (Surveiller la productivité des employés) Qualité de production, La satisfaction du client, S'engager dans une stratégie d'entreprise à long terme.
Dimension sociale	Responsabilité du produit, Communauté, Droits de l'homme, Gouvernance : diversité et opportunités, Qualité de l'emploi, Santé et sécurité, Formation et développement Fonctions du conseil d'administration, Structure du conseil, Politique de rémunération, Programmes de transparence Politiques visant à prévenir la corruption dans les Transactions commerciales Vision et stratégie
Dimension environnementale	Réduction des émissions Existence de programmes d'énergie propre Programmes de prévention de la pollution Activités proactives en matière d'environnement Innovation en matière de produits Réduction de la consommation de ressources

Source: Auteur

Ces résultats sont en accord avec nos analyses documentaires, indiquant que la taille de l'entreprise modère la relation entre la RSE et la PE. Il est évident que les activités de RSE peuvent être utilisées à des fins de politique d'écoblanchiment et de gestion de l'image de marque. Cependant, les pratiques sociales, économiques et environnementales renforcent la qualité du contrôle et l'alignement des incitations, ce qui pousse ainsi les cadres supérieurs à intégrer des stratégies de RSE plus substantielles.

5. Conclusion

Nous observons une lacune significative dans la recherche sur les dimensions des mesures de la RSE, car il est légitime de se demander quels sont les déterminants de la RSE les plus importants dans les recherches antérieures, susceptibles d'influencer positivement la performance économique des entreprises. Nous nous interrogeons également sur les conséquences économiques des stratégies de RSE pour les entreprises. Les analyses documentaires, axées sur l'ensemble des articles cités dans la

revue de littérature, s'avèrent plus adaptées à l'inclusion dans les revues de littérature que les études individuelles, du fait que l'agrégation des informations accroît la puissance statistique (Cafri et al. 2010). Ces analyses améliorent notre compréhension de la recherche archivistique en matière de RSE, permettant l'inclusion de l'effet global de plusieurs études individuelles sur la RSE.

Nous proposons donc le premier cadre complet, basé sur la théorie de la légitimité, sur le cas de la RSE et de la PE des entreprises. Dans ce contexte, nous réalisons systématiquement des analyses documentaires empiriques et quantitatives sur les dimensions des mesures de la RSE, en distinguant les dimensions sociales, économiques et environnementales d'une part, et la PE comme principale conséquence pour les entreprises, d'autre part. Nous examinons également les analyses antérieures des modérateurs et médiateurs dans le cadre de l'analyse documentaire. Ces analyses documentaires, en tant que méthode de recherche alternative, sont devenues importantes dans la recherche sur la RSE au cours des dernières années.

Cette analyse documentaire, comprenant 20 articles scientifiques, a été menée sur les dimensions des mesures de la RSE, indiquant que la majorité des recherches quantitatives sur ces dimensions se concentrent sur le lien entre la RSE et la PE. En accord avec l'argumentation en faveur des dimensions économiques, sociales, et environnementales, considérées comme des facteurs clés de la performance en RSE, elles ont un impact positif sur la PE. L'étude confirme les hypothèses de recherche, établissant que la responsabilité sociale peut être considérée comme une construction multidimensionnelle réfléchie de second ordre, englobant une dimension économique, sociale et environnementale.

Par conséquent, la RSE se traduit simultanément par une combinaison des trois valeurs : économique, sociale et environnementale. Ces déterminants de la RSE semblent être les plus pertinents dans les recherches antérieures et favorisent de manière significative les stratégies de RSE. En ce qui concerne les conséquences économiques, la performance économique, sociale et environnementale conduit à une augmentation de la rentabilité des entreprises. Un lien plus étroit entre la RSE et la PE peut être réaliste si les entreprises passent d'un rapport économique classique et d'un rapport sur la RSE à un rapport intégré. Une connectivité claire entre les informations économiques et celles relatives à la RSE, dans le cadre d'une réflexion intégrée, peut influencer positivement les stratégies substantielles en matière de RSE.

Ainsi, sur la base de l'impact des déterminants de la RSE et de ses conséquences économiques sur l'entreprise, les relations sont très complexes et hétérogènes dans la pratique des affaires. Des aspects similaires peuvent être plus importants en raison du lien entre la RSE et la performance économique. Il semble que le manque de cohérence des études empiriques sur la RSE soit dû à l'absence de théorie liant la RSE aux PE. Notre analyse n'est pas seulement utile aux chercheurs, mais elle apporte également une contribution essentielle à la pratique des entreprises.

Tout d'abord, sur la base de notre première question de recherche, les dimensions des mesures de RSE et leur impact sur la PE peuvent promouvoir des stratégies de gestion de la RSE réussies. En tant qu'outil, elles devraient clairement intégrer les questions de RSE dans leur modèle d'entreprise et leurs processus de gestion des risques. Notre conclusion, selon laquelle les dimensions de la RSE et la taille de l'entreprise impactent positivement sur la PE des entreprises, suppose que l'entreprise choisit les dimensions de RSE maximisant leur PE. Nous prévoyons donc généralement une relation neutre entre l'activité de RSE et la PE de l'entreprise.

Dans le cadre de futures recherches, notamment à travers des enquêtes transversales appropriées, il serait envisageable de proposer une mesure distincte pour chacune des dimensions de la RSE afin d'évaluer l'impact spécifique de chacune d'entre elles sur la PE. De même, les recherches à venir pourraient prendre en compte d'autres variables modératrices influençant la relation entre la RSE et la

PE, telles que l'âge, le secteur d'activité ou le type d'entreprise, notamment les entreprises familiales comparées aux entreprises non familiales.

Bibliographie

- [1] Andrews, K. R. (1989). Ethics in practice: Managing the moral corporation.
- [2] Balabanis, G., Phillips, H. C., & Lyall, J. (1998). Corporate social responsibility and economic performance in the top British companies: are they linked? *European business review*, 98(1), 25-44.
- [3] Barnea, A., & Rubin, A. (2010). Corporate social responsibility as a conflict between shareholders. *Journal of business ethics*, 97, 71-86.
- [4] Barnett, M. L. (2007). Stakeholder influence capacity and the variability of financial returns to corporate social responsibility. *Academy of management review*, 32(3), 794-816.
- [5] Basuony, M. A., Elseidi, R. I., & Mohamed, E. K. (2014). The impact of corporate social responsibility on firm performance: Evidence from a MENA country. *Corporate Ownership & Control*, 12(1-9), 761-774.
- [6] Belu, C., & Manescu, C. (2013). Strategic corporate social responsibility and economic performance. *Applied Economics*, 45(19), 2751-2764.
- [7] Berger-Douce, S. (2008). Rentabilité et pratiques de RSE en milieu PME premiers résultats d'une étude française. *Revue Management et Avenir*, (1), 9-29.
- [8] Blasi, S., Caporin, M., & Fontini, F. (2018). A multidimensional analysis of the relationship between corporate social responsibility and firms' economic performance. *Ecological Economics*, 147, 218-229.
- [9] Cafri, G., Kromrey, J. D., & Brannick, M. T. (2010). A meta-meta-analysis: Empirical review of statistical power, type I error rates, effect sizes, and model selection of meta-analyses published in psychology. *Multivariate Behavioral Research*, 45(2), 239-270.
- [10] Cardebat, J. M., & Sirven, N. (2008). Responsabilité sociale des entreprises et performance: un point de vue économique. *La Revue des Sciences de Gestion*, (3_4), 115-121
- [11] Carroll, A. B. (1979). A three-dimensional conceptual model of corporate performance. *Academy of management review*, 4(4), 497-505.
- [12] Carroll, A. B. (1991). The pyramid of corporate social responsibility: Toward the moral management of organizational stakeholders. *Business horizons*, 34(4), 39-48.
- [13] Carroll, A. B. (1999). Corporate social responsibility: Evolution of a definitional construct. *Business & society*, 38(3), 268-295.
- [14] Cespa, G., & Cestone, G. (2007). Corporate social responsibility and managerial entrenchment. *Journal of Economics & Management Strategy*, 16(3), 741-771.
- [15] Chau, G., & Gray, S. J. (2010). Family ownership, board independence and voluntary disclosure: Evidence from Hong Kong. *Journal of International Accounting, Auditing and Taxation*, 19(2), 93-109.
- [16] Cheffi, W., Malesios, C., Abdel-Maksoud, A., Abdennadher, S., & Dey, P. (2021). Corporate social responsibility antecedents and practices as a path to enhance organizational performance: The case of small and medium sized enterprises in an emerging economy country. *Corporate social responsibility and environmental management*, 28(6), 1647-1663.
- [17] Dahya, J., Lonie, A. A., & Power, D. M. (1996). The case for separating the roles of chairman and CEO: An analysis of stock market and accounting data. *Corporate Governance: An International Review*, 4(2), 71-77.
- [18] Davis, K. (1973). The case for and against business assumption of social responsibilities. *Academy of Management journal*, 16(2), 312-322.
- [19] Dhaliwal, D. S., Li, O. Z., Tsang, A., & Yang, Y. G. (2011). Voluntary nonfinancial disclosure and the cost of equity capital: The initiation of corporate social responsibility reporting. *The accounting review*, 86(1), 59-100.
- [20] Donaldson, T., & Preston, L. E. (1995). The stakeholder theory of the corporation: Concepts, evidence, and implications. *Academy of management Review*, 20(1), 65-91.
- [21] DuBoff, L. D. (1989). What Is Art-Toward a Legal Definition. *Hastings Comm. & Ent. LJ*, 12, 303.

- [22] Eng, L. L., & Mak, Y. T. (2003). Corporate governance and voluntary disclosure. *Journal of accounting and public policy*, 22(4), 325-345.
- [23] Epstein, E. M. (1987). The corporate social policy process: Beyond business ethics, corporate social responsibility, and corporate social responsiveness. *California management review*, 29(3), 99-114.
- [24] Epstein, M. J., & Schnietz, K. E. (2002). Measuring the cost of environmental and labor protests to globalization: An event study of the failed 1999 Seattle WTO talks. *The International Trade Journal*, 16(2), 129-160.
- [25] Eriandani, R. (2020). The Economic Impact of Corporate Social Responsibility.
- [26] Fabrizi, M., Mallin, C., & Michelon, G. (2014). The role of CEO's personal incentives in driving corporate social responsibility. *Journal of Business Ethics*, 124, 311-326.
- [27] Fombrun, C. J. (2005). A world of reputation research, analysis and thinking—building corporate reputation through CSR initiatives: evolving standards. *Corporate reputation review*, 8, 7-12.
- [28] Freeman, R. B., & Medoff, J. L. (1984). What do unions do. *Indus. & Lab. Rel. Rev.*, 38, 244.
- [29] Friedman, M. (1970). "The Social Responsibility of Business is to Increase its Prof'its." *The New York Times Magazine* 33: 122-126.
- [30] Friedman, M. (1962). *Capitalism and Freedom* (University of Chicago Press, Chicago).
- [31] Frimousse, S., & Peretti, J. M. (2015). Regards croisés sur Engagement RSE & performance. *Question (s) de management*, (1), 65-89.
- [32] Gao, J., & Bansal, P. (2013). Instrumental and integrative logics in business sustainability. *Journal of Business Ethics*, 112, 241-255.
- [33] Garriga, E., & Melé, D. (2004). Corporate social responsibility theories: Mapping the territory. *Journal of business ethics*, 53, 51-71.
- [34] Gill, A. (2008). Corporate governance as social responsibility: A research agenda. *Berkeley J. Int'l L.*, 26, 452.
- [35] Grimm, C. M., & Smith, K. G. (1991). Research notes and communications management and organizational change: A note on the railroad industry. *Strategic Management Journal*, 12(7), 557-562.
- [36] Hambrick, D. C., & Fukutomi, G. D. (1991). The seasons of a CEO's tenure. *Academy of management review*, 16(4), 719-742.
- [37] Hawkins, D. (2006). *Corporate social responsibility: balancing tomorrow's sustainability and today's profitability*. Springer.
- [38] Hemphill, T. A. (2004). Monitoring global corporate citizenship: Industry self-regulation at a crossroads. *Journal of Corporate Citizenship*, (14), 81-95.
- [39] Herremans, I. M., Akathaporn, P., & McInnes, M. (1993). An investigation of corporate social responsibility reputation and economic performance. *Accounting, organizations and society*, 18(7-8), 587-604.
- [40] Hollandts, X., & Valiorgue, B. (2011). La RSE comme processus entrepreneurial de conversion de valeurs sociales en valeur marchande: un examen empirique du lien entre engagements sociétaux et performance économique des entreprises françaises cotées entre 1999 et 2009. *Revue de organisation responsable*, 6(2), 20-37.
- [41] Huang, C. F., & Lien, H. C. (2012). An empirical analysis of the influences of corporate social responsibility on organizational performance of Taiwan's construction industry: Using corporate image as a mediator. *Construction management and economics*, 30(4), 263-275.
- [42] Jamali, D., & Mirshak, R. (2007). Corporate social responsibility (CSR): Theory and practice in a developing country context. *Journal of business ethics*, 72, 243-262.
- [43] Jones, M. T. (1996). Missing the forest for the trees: A critique of the social responsibility concept and discourse. *Business & Society*, 35(1), 7-41.
- [44] Jones, T. M. (1995). Instrumental stakeholder theory: A synthesis of ethics and economics. *Academy of management review*, 20(2), 404-437.

- [45] Klettner, A., Clarke, T., & Boersma, M. (2014). The governance of corporate sustainability: Empirical insights into the development, leadership and implementation of responsible business strategy. *Journal of business ethics*, 122, 145-165.
- [46] Leavitt, T.: 1958, 'The Dangers of Social Responsibility.' *Harvard Business Review* (September-October)
- [47] Lech, A. (2013). Corporate social responsibility and financial performance. Theoretical and empirical aspects. *Comparative Economic Research. Central and Eastern Europe*, 16(3), 49-62.
- [48] M. Paul, C. J., & Siegel, D. S. (2006). Corporate social responsibility and economic performance. *Journal of Productivity Analysis*, 26, 207-211.
- [49] Miller, D. (1991). Stale in the saddle: CEO tenure and the match between organization and environment. *Management science*, 37(1), 34-52.
- [50] Palazzo, G., & Richter, U. (2005). CSR business as usual? The case of the tobacco industry. *Journal of business ethics*, 61, 387-401.
- [51] Parsons, T. (1952). The superego and the theory of social systems. *Psychiatry*, 15(1), 15-25.
- [52] Porter, M. E., & Kramer, M. R. (2002). The competitive advantage of corporate philanthropy. *Harvard business review*, 80(12), 56-68.
- [53] Porter, M. E. (1991). Towards a dynamic theory of strategy. *Strategic management journal*, 12(S2), 95-117.
- Rechner, P. L., & Dalton, D. R. (1991). CEO duality and organizational performance: A longitudinal analysis. *Strategic management journal*, 12(2), 155-160.
- [54] Revelli, C., & Viviani, J. L. (2015). Financial performance of socially responsible investing (SRI): what have we learned? A meta-analysis. *Business Ethics: A European Review*, 24(2), 158-185.
- [55] Rhouma, A., Francoeur, C., & Robin, G. (2014). International corporate sustainability barometer 2012: Sustainability management in France. In *Corporate Sustainability in International Comparison: State of Practice, Opportunities and Challenges* (pp. 69-91). Cham: Springer International Publishing.
- [56] Saulquin, J. Y., & Schier, G. (2007). Responsabilité sociale des entreprises et performance: complémentarité ou substituabilité?. *La Revue des Sciences de Gestion*, (1), 57-65.
- [57] Sila, I., & Cek, K. (2017). The impact of environmental, social and governance dimensions of corporate social responsibility on economic performance: Australian evidence. *Procedia computer science*, 120, 797-804.
- [58] Tarmuji, I., Maelah, R., & Tarmuji, N. H. (2016). The impact of environmental, social and governance practices (ESG) on economic performance: Evidence from ESG score. *International Journal of Trade, Economics and Finance*, 7(3), 67.
- [59] Temri, L., Giordano, G., & Kessari, M. E. (2015). Innovation et responsabilité sociale des entreprises (RSE) dans les entreprises agroalimentaires du Languedoc-Roussillon: le rôle de la performance économique. *Innovations*, (1), 115-139.
- [60] Tomšič, N., Bojnec, Š., & Simčič, B. (2015). Corporate sustainability and economic performance in small and medium sized enterprises. *Journal of cleaner production*, 108, 603-612.
- [61] Turban, D. B., & Greening, D. W. (1997). Corporate social performance and organizational attractiveness to prospective employees. *Academy of management journal*, 40(3), 658-672.
- [62] Van Beurden, P., & Gössling, T. (2008). The worth of values—a literature review on the relation between corporate social and financial performance. *Journal of business ethics*, 82, 407-424.
- [63] Wagner, M., Van Phu, N., Azomahou, T., & Wehrmeyer, W. (2002). The relationship between the environmental and economic performance of firms: an empirical analysis of the European paper industry. *Corporate social responsibility and Environmental Management*, 9(3), 133-146.
- [64] Wartick, S. L., & Cochran, P. L. (1985). The evolution of the corporate social performance model. *Academy of management review*, 10(4), 758-769.
- [65] Webster, J., & Watson, R. T. (2002). Analyzing the past to prepare for the future: Writing a literature review. *MIS quarterly*, xiii-xxiii.
- [66] Wood, D. J. (1991). Corporate social performance revisited. *Academy of management review*, 16(4), 691-718.
- [67] Yoon, Y., Gürhan-Canli, Z., & Schwarz, N. (2006). The effect of corporate social responsibility (CSR) activities on companies with bad reputations. *Journal of consumer psychology*, 16(4), 377-390.